



DEVELOPPEMENT



Feuille de route pour les Togolais de l'extérieur

Une diaspora togolaise au cœur des efforts de développement

La diaspora togolaise joue un rôle très important dans le développement de notre pays. Les autorités togolaises attendent davantage de ses fils et filles de l'extérieur ...

PAGE 2

ETRANGER



Algérie

Bouteflika démissionnera-t-il comme promis ?

Aurait-il finalement choisi la voie de la raison et de la dignité ? Pendant près de 6 semaines, le président Bouteflika, dont la présidence ne tient qu'à un fil, nage dans l'incertitude. Les décisions qu'il a prises ...

PAGE 4

Saison sèche

Et cette chaleur insupportable qui ne finit pas !

La saison sèche qui a commencé il y a plusieurs semaines se poursuit au Togo. Dans la capitale Lomé, les températures ...

PAGE 11

Forum économique Togo-Union européenne

Le site www.forumtogo-ue.tg officiellement lancé

Le comité d'organisation du premier forum économique Togo- Union européenne, a procédé au lancement officiel du site internet dédié à cet évènement, lundi 1er avril 2019, à Lomé. Ce forum qui...



PAGE 3



Inclusion financière / Interview avec la secrétaire d'Etat Mazamesso Assih

« On peut commencer par un crédit modeste et parvenir à une entreprise prospère »

PAGES 6 & 7

ANALYSE

Gilchrist Olympio enfile son costume de chef de file de l'opposition

Ce n'est plus un secret pour personne que l'Union des forces de changement (UFC) a arraché la chefferie de l'opposition togolaise suite aux élections législatives du 20 décembre 2018. Le parti de Gilchrist Olympio a raflé le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée nationale juste après le parti majoritaire, Union pour la République (Unir). Désormais l'opposant historique enfile pleinement son costume de chef de file.

Un décret de reconnaissance officielle lui a été remis jeudi dernier. Une information confirmée dimanche 31 mars 2019 sur la télévision New World TV par le député Gaëtan Ahoomey-Zunu de l'UFC. Le président national du parti au palmier rouge pourra désormais pleinement jouer son rôle. Il est certes vrai que personne ...

PAGE 3

Culture / Kundé d'or 2019

Le Tandem « Toofan » nominé

Ce n'est pas une surprise de voir les fils du vent encore une fois nominés. Ils vont participer au festival musical burkinabè « Kundé ». Le groupe « Toofan » est donc nominé au « Kundé d'or dans la catégorie « Meilleurs de l'Afrique de l'ouest » ...



PAGE 9



SOMMAIRE

Niger / Présidentielle 2021
Le président Issoufou se choisit un dauphin



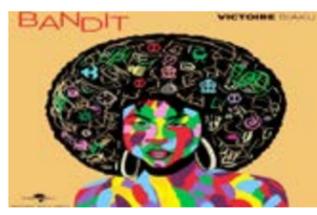
P 4

Agriculture
Bientôt un Système national de recherche agricole et agro-alimentaire



P 5

Victoire Biaku
Premier bébé baptisé « Bandit »



P 9

Mois de l'écocitoyenneté / Entretien avec Aymane Gbadamassi
« Nous proposons d'utiliser les heures creuses pour des cours d'éco-civisme »



P 10

Deuxième édition « Femmes battantes »

Permettre aux filles et femmes du Togo de se réaliser

Le Groupe de réflexion sur l'écologie et l'émergence nationale au Togo (Green Togo), a célébré à sa manière la femme, le samedi 30 mars 2019, à travers l'événement « Femmes battantes ». En collaboration avec Afect et sous le parrainage du ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'alphabétisation, Green Togo a organisé cette deuxième édition de « Femmes Battantes » à l'Agora Senghor. Ce qui a permis de booster la confiance des femmes et filles, tout en leur accordant la chance de se réaliser.

« L'égalité pour une ligne de pensée, des constructions intelligentes, le changement par l'innovation », tel est le thème qui a réuni les plus de 400 filles présentes à l'événement. Le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'alphabétisation, représenté par madame Tébié, a salué l'initiative qui vient en appui aux efforts sans cesse consentis par le ministère dans la quête et l'amélioration du bien-être social de la gente féminine au Togo. Aider les filles et femmes à prendre conscience de leur potentialité et à la valoriser, est la vision qui sous-tend cet événement « Femmes battantes ». Pour atteindre cet objectif, l'organisation a fait appel à des femmes leaders et battantes

surtout pour des partage d'expérience. Edwige Atayi, directrice de Croustillant, Valentine Sama, directrice de Valkens consulting, Pierrette Ayivi, directrice de l'imprimerie La semeuse et Annie Gbadoe, directrice de Service plus, ont chacune édifié les participantes sur le sens de l'effort pour réussir. Elles se sont évertuées à réveiller en ces filles et femmes la volonté de réussir. « Nous sommes satisfaits de cette deuxième édition puisque qu'il y avait plus de filles que lors de la première édition. Toutes ont été attentives au partage des femmes battantes », a déclaré Florent Tété, responsable du projet Femmes battantes. Pour l'occasion, Jolly Emefa Akpalu, jeune femme leader 2018 a honoré l'événement

de sa présence. Afin de permettre à l'assistance de comprendre l'utilité pour une femme de se battre pour son avenir, des structures se sont faites représenter : le ministère de l'Environnement, l'Organisation africaine pour le développement des centres pour personnes handicapées et le commissariat du 2ème arrondissement. « Je suis satisfaite tant du contenu des interventions, que de la vision partagée. Et cette vision est de se fixer des objectifs dans la vie en se sacrifiant pour, et en mettant les moyens à son actif afin de les atteindre. J'ai été particulièrement marquée par l'idée de mentorat qui est une belle initiative », a affirmé Ruth Ameganvi, une participante. En effet, le



Photo defamille des promoteurs et officiels

mentorat est la particularité de cette deuxième édition. Les quatre femmes battantes ont choisi quatre filles qu'elles suivront et pour lesquelles, elles joueront le rôle de coach jusqu'à l'année prochaine. Pour les jours à venir et les prochaines éditions, l'organisation de « Femmes

battantes » compte l'étoffer de deux programmes : « Picht ton mentor » et « Fabriquer les femmes battantes. Ces programmes visent à accompagner dans leur projet entrepreneurial, à travers des appuis techniques et financiers.

Attipoe Edem Kodjo

Feuille de route pour les Togolais de l'extérieur

Une diaspora togolaise au cœur des efforts de développement

La diaspora togolaise joue un rôle très important dans le développement de notre pays. Les autorités togolaises attendent davantage de ses fils et filles de l'extérieur. Ils ont pour cela élaboré une feuille de route dont le contenu a été présenté hier lundi 1er avril 2019 à Lomé.

La diaspora togolaise sera désormais mieux organisée et davantage impliquée dans les efforts de développement national. Ceci à travers la mise en œuvre de la « feuille de route du gouvernement pour les Togolais de l'extérieur ». Cette feuille de route présentée en présence des partenaires

au développement et de quelques membres du corps diplomatique, s'articule autour de 3 axes. L'axe 1 est relatif à la valorisation du capital humain et social de la diaspora, l'axe 2 au renforcement de la communication entre le gouvernement et la diaspora et l'axe 3 va œuvrer pour l'amélioration de la

protection et de la défense des intérêts des Togolais de l'extérieur. Plusieurs actions en dehors de celles que le gouvernement met en œuvre déjà à l'endroit des Togolais de l'extérieur seront mises en œuvre. L'une des plus importantes est l'organisation du Forum économique des Togolais



Akakpo Koffi, directeur des Togolais de l'extérieur

de l'Extérieur les 28 et 29 novembre 2019.

Selon le directeur des Togolais de l'extérieur, Akakpo Koffi, le développement du Togo ne pourra se faire sans ses fils

et ses filles de la diaspora, qu'il trouve très riches de compétences reconnues à l'international. « Le Togo a besoin de tous les Togolais, où qu'ils soient », a-t-il déclaré.

Rachid Zakari



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

ANALYSE

... ne peut aujourd'hui lui contester ce poste, au regard des textes en vigueur.

En effet, la loi n° 2013-015 du 13 juin 2013 portant statut de l'opposition en République togolaise lui confère les prérogatives dont il jouit aujourd'hui. L'article 24 de cette loi déclare : « le chef de file de l'opposition est le premier responsable du parti politique

appartenant à l'opposition au sens de l'article 2 ci-dessus, ayant le plus grand nombre de députés à l'Assemblée nationale ». Dans le schéma actuel du Togo, l'UFC remplit cette condition incontournable car ayant 7 députés à l'Assemblée nationale. Ce positionnement du parti de « Fo Gil » comme l'appellent affectueusement certains de ses partisans peut-il constituer un tremplin pour accéder au pouvoir en 2020 ?

Ce qui est perceptible en tout cas, c'est qu'aux lendemains des élections législatives consacrant cette chefferie de l'opposition, les sommités du parti ont affirmé leur forte volonté de jouer pleinement ce rôle. Mais cela ne risque pas d'être facile parce que la scène politique togolaise et surtout celle de l'opposition ne sont pas faciles à diriger.

Même ceux qui se mettent en Coalition finissent par

se combattre. Qu'en sera-t-il alors quand l'UFC est considérée à tort ou à raison comme un allié du parti au pouvoir ? Un parti comme l'Alliance nationale pour le changement (ANC) qui est né d'une scission de l'UFC et qui a d'ailleurs déjà occupé la chefferie de l'opposition, acceptera-t-il de s'aligner ?

En attendant, monsieur Olympio et son parti peuvent jouir de leurs droits, mais aussi s'acquitter des obligations

que confère ce poste. « Dans le cadre des règles du protocole d'Etat, le chef de file de l'opposition a rang de président d'institution de la République », précise l'article 26. Ce même article ajoute : « il bénéficie des privilèges et des avantages fixés par un décret en Conseil des ministres ». C'est sans doute le décret que viennent de remettre les autorités au nouveau chef de file de l'opposition.

Edem Dadzie

Assemblée nationale

Une première session ordinaire qui sera suivie de près

La sixième législature de la IVe République de l'Assemblée nationale togolaise se réunit aujourd'hui pour l'ouverture de sa toute première session ordinaire. Des délégations importantes dont celle du Parlement des ACP-UE sont attendues. Inutile de dire que c'est une session qui sera suivie de très près tant par les acteurs politiques, ceux de la société civile que par les Togolais dans leur ensemble.

Malgré son jeune âge, les travaux de l'actuelle législature sont scrutés à la loupe par les acteurs politiques et les Togolais en général. Yawa Djigbodi Tsègan et ses collègues sont attendus sur plusieurs chantiers dont l'épineuse question des réformes. D'ailleurs, elle promettait lors de l'ouverture de la dernière session extraordinaire, il y a quelques jours, que le sujet fera partie de l'agenda de l'Assemblée nationale.

Il est vrai que cette question ne trouvera pas un dénouement heureux de façon automatique. Même

si les membres de l'actuelle Assemblée nationale semblent plus conciliants les uns envers les autres, nul ne peut présager de ce qui arrivera lorsque des questions aussi sensibles se présenteront. Toutefois, des voies et moyens doivent être trouvés pour que la volonté des plus hautes autorités de voir cette question définitivement soldée, se concrétise.

L'ordre du jour de la session ordinaire qui s'ouvre ce matin n'a pas été rendu public, ce qui laisse la place à toutes les formes de spéculations. Quoi qu'il en soit, la session de

ce jour est un événement important. C'est pourquoi d'ailleurs des personnalités importantes sont arrivées à Lomé depuis le week-end dernier.

Samedi, c'est la délégation de l'Assemblée parlementaire ACP conduite par la présidente du Sénat gabonais, l'honorable Milebou Lucie épouse M'Boussou, représentante du co-président du Parlement ACP qui fut accueillie par la présidente de l'Assemblée nationale togolaise. L'autre invité de marque qui est arrivé à Lomé depuis samedi aussi,



Yawa Djigbodi Tsègan, présidente de l'Assemblée nationale togolaise

c'est le parlementaire européen Louis Michel.

Ce dernier a d'ailleurs rencontré des partis extraparlimentaires dont 4 membres de ce qu'il reste aujourd'hui de la C14. Après toutes les consultations inscrites à son agenda,

un rapport objectif sera rendu à l'Union européenne selon monsieur Michel. En attendant, il pourra se rendre compte personnellement du travail qui est fait par la toute jeune Assemblée nationale togolaise.

E. Dadzie

Forum économique Togo-Union européenne

Le site www.forumtogo-ue.tg officiellement lancé

Le comité d'organisation du premier forum économique Togo- Union européenne, a procédé au lancement officiel du site internet dédié à cet évènement, lundi 1er avril 2019, à Lomé. Ce forum qui se tiendra les 13 et 14 juin 2019 à Lomé, a pour objectif de doter le Togo d'une économie robuste et dynamique avec plusieurs investisseurs européens.

Placé sous le haut patronage de Faure Essozimna Gnassingbé, président de la République togolaise, la cérémonie de lancement du site officiel du forum Togo-Union européenne a été présidée par Kodjo Adedjé, ministre du Commerce, de l'Industrie, du Développement du secteur privé et de la Promotion de la consommation locale, en présence de la ministre-conseillère du chef de l'Etat, Sandra Johnson, coordinatrice de la Cellule Climat des affaires, du représentant de l'Union européenne, des journalistes et d'autres

autorités. Ce lancement a été couplé de l'appel à projets pour la sélection de 100 projets bancables. Cet appel à projet, qui se déroulera pendant 3 semaines, est ouvert aux opérateurs économiques porteurs de projets matures ayant fait l'objet d'étude.

Cette cérémonie a permis aux autorités togolaises de rappeler l'importance de ce rendez-vous de haut niveau, des opportunités, qui verra la participation de nombreux partenaires et investisseurs, notamment le Conseil français en Afrique (Cian), l'European Business Council for Africa (Abecam),

du groupe Moci, Medef et les chambres de commerce et d'industrie des pays de l'Union européenne. Il est attendu à ce forum 150 partenaires du secteur privé togolais, 28 pays de l'Union européenne. La participation à ce forum se fait sur le site officiel (www.forumtogo-ue.tg). Ce forum est une opportunité qui permet aux investisseurs européens d'investir dans le Plan national du développement (PND), lancé le 04 mars 2019 à Lomé.

Le secteur privé, partenaire du gouvernement togolais dans la mise en œuvre du PND, a salué la volonté



Le présidium du lancement du site

politique des autorités qui encouragent et soutiennent les opérateurs économiques ; car cela crée un contexte favorable à la contribution optimale des investisseurs privés aux objectifs de développement. Le forum économique Togo-Union européenne couvre tous les secteurs d'activité,

notamment la culture, le tourisme, l'éducation, la santé et l'économie bleue. Il est à noter que le site officiel de ce forum de haut niveau a été créé par 4 jeunes dynamiques togolais et est bilingue (anglais-français).

Roxie Badadoko (stagiaire)

Algérie**Bouteflika démissionnera-t-il comme promis ?**

Aurait-il finalement choisi la voie de la raison et de la dignité ? Pendant près de 6 semaines, le président Bouteflika, dont la présidence ne tient qu'à un fil, nage dans l'incertitude. Les décisions qu'il a prises n'ont pas réussi à désamorcer la crise qui s'est emparée du pays depuis l'annonce d'un cinquième mandat à la tête du pays. Face à une contestation populaire de plus en plus présente, et au moment où des voix s'élèvent dans son propre camp pour lui faire entendre raison, un communiqué annonçant sa démission vient relancer les débats.

Promesse de ne plus se présenter à un nouveau mandat, remplacement du Premier ministre, nomination d'un nouveau gouvernement. Toutes ces mesures prises aux forceps d'une contestation populaire de plus en plus grande qui ne laisse aucune chance à la négociation, n'ont pas fait changer la donne.

Son erreur aurait été de croire qu'en nommant une nouvelle équipe de technocrates la contestation allait se désintégrer, comme par enchantement. Pour certains, « ce n'est pas en enlevant un pion et en laissant le même pion qu'on va faire un changement. Les personnes qu'ils ont mises, par exemple hier, sont des

**Abdelaziz Bouteflika**

personnes qu'on connaît déjà depuis 1999. C'est les mêmes personnes, presque. Ce que le peuple veut, c'est voir de nouveaux visages ».

« Le président algérien

Abdelaziz Bouteflika démissionnera avant le 28 avril prochain, date de l'expiration de son mandat », a annoncé dans un communiqué, ce 1er avril

2019, la présidence de la République. « Le chef de l'Etat devrait prendre auparavant des mesures pour assurer la continuité du fonctionnement des institutions de l'Etat durant la période de transition ».

Même annoncé ainsi, les Algériens croient à un « poisson d'avril ». Car pour les manifestants, ce n'est pas le départ pur et simple du président Bouteflika qu'ils réclament. Ils demandent aussi un « changement de système politique », et donc, Bouteflika ferait mieux de lever le camp, avec toute sa clique et faire place à une transition qui devra assurer la continuité du pays selon les dispositions de l'article 102 de la Constitution algérienne.

Alexandre Wémima

Niger / Présidentielle 2021**Le président Issoufou se choisit un dauphin**

Au PNDS, l'heure est au choix du prochain président du parti qui devrait remplacer le président Mahamadou Issoufou. Normalement prévue pour l'année prochaine, c'est-à-dire un an avant la présidentielle, l'investiture du ministre Mohamed Bazoum a été avancée afin de taire une fois pour toutes les tiraillements internes.

Cela fait des mois que la pression montait au sein du parti présidentiel, le PNDS. Mais la guerre de leadership ne s'est manifestée au grand jour que fin janvier 2019, avec le limogeage de Hassoumi Massaoudou. Le tout puissant ministre des Finances, secrétaire général du parti, a été, dit-on en coulisses, sanctionné pour avoir commencé à promouvoir sa candidature, en sourdine, dans sa région natale de Dosso. Et ce, sans l'aval des instances du parti et du président.

Dans un discours, M. Bazoum a rendu un hommage au président Issoufou et indiqué que son investiture comme candidat était « le premier acte qui symbolise la concrétisation de la volonté de (M. Issoufou) de respecter » la loi sur la limitation des mandats (deux quinquennats). « Dans la mesure où telle est votre volonté et dans la mesure où tel est mon destin, je vais l'assumer : je resterai toujours conforme à l'idée que vous avez de moi, c'est-à-dire un homme digne de succéder à Mahamadou Issoufou » a-t-il

ajouté. Nommé ministre de l'Intérieur en 2016, « Bazoum », comme il est surnommé, a soutenu Mahamadou Issoufou dans tous les moments clés de sa carrière politique. Et le chef de l'Etat lui confie aujourd'hui les clés du PNDS pour 2021. Âgé de 59 ans, Bazoum est ministre de l'Intérieur depuis avril 2016. Il a été plusieurs fois député et ministre des Affaires étrangères. Il a toujours été un des hommes les plus puissants du pays depuis l'élection de M. Issoufou.

**Mohamed Bazoum**

Issue de l'ethnie minoritaire arabe, il est natif de N'Gourti, dans la région de Diffa (sud-est), théâtre depuis 2015 d'incursions meurtrières du groupe djihadiste nigérian Boko Haram.

Les élections présidentielle et législative de 2021 doivent être précédées par des élections

municipales et régionales. L'opposition, dont le parti de Hama Amadou, arrivé deuxième à la présidentielle de 2016, refuse de siéger à la commission électorale (Céni) et conteste le code électoral élaboré en 2017 sur une base « non consensuelle » et « sans sa participation ».

T.M.

RDC / Diplomatie**Les enjeux d'une première visite hors d'Afrique**

Brazzaville au Congo, Luanda en Angola, Addis-Abeba en Ethiopie, Windhoek en Namibie, Kigali au Rwanda et même Entebbe en Ouganda, bientôt Dakar...et on ne compte plus ! Depuis son arrivée au pouvoir Félix Tshisekedi parcourt, d'un pas pressé, les capitales. Une activité diplomatique intense qui ne s'est limitée jusque-là que dans la sous-région ou sur le Continent. Pour sa première visite hors d'Afrique, le président congolais est attendu aux Etats-Unis, du 3 au 5 avril. Objectif principal, resserrer les liens diplomatiques, mais aussi économiques, commerciaux et même sécuritaires avec ce partenaire stratégique avec qui Joseph Kabila a été en déliquescence à la fin de son mandat. Retour sur les enjeux de cette visite au pays de l'Oncle Sam.

À la mi-mars, la visite de Tibor Nagy, le sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines, en avait balisé le chemin. A Kinshasa comme dans les capitales occidentales où l'on guettait

la première destination hors Afrique de Félix Tshisekedi, le Département d'Etat américain a confirmé la visite à Washington du président congolais du 3 au 5 avril. Une visite officielle au cours de laquelle le chef de l'Etat devrait

**Félix Tshisekedi (à droite)**

loger dans la suite d'un palace cinq étoiles.

Dans l'agenda de la visite, aucune mention d'une rencontre entre Donald Trump et Félix Tshisekedi sur laquelle le Département d'Etat et la diplomatie congolaise entretiennent volontairement

le flou.

Même s'il a passé le relais lors d'une transition pacifique mais contestée, Joseph Kabila garde une influence considérable sur la vie politique avec une majorité confortable dans les deux chambres du parlement. Dans l'espoir de

son retour au pouvoir, le président sortant conserve une présence économique non négligeable qui réduit la marge de manœuvre de son successeur.

Cette visite en terre américaine revêt donc un cachet plus symbolique pour le successeur de Joseph Kabila. En droite ligne de l'Union africaine (UA) et de la communauté internationale, les Etats-Unis avaient un peu traîné des pieds à reconnaître la victoire contestée de Félix Tshisekedi. Passée sa méfiance hésitante, Washington avait fini par opter pour la realpolitik, matérialisée par une posture de collaboration et de resserrement des liens diplomatiques et économiques avec Kinshasa.

Avec La Tribune Afrique

Agriculture

Bientôt un Système national de recherche agricole et agro-alimentaire

Un Système national de recherche agricole et agro-alimentaire (SNRAA) sera bientôt mis en place. Une séance de travail tenue hier entre les ministres Noel Bataka, Taïrou Babiègue, professeur Koffi Akpagana et des chercheurs, a permis de réfléchir sur la question.

Cette séance de travail s'est tenue au ministère de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique. Trois ministres ont pris part à cette rencontre. Il s'agit des ministres en charge de l'Agriculture Noel Bataka; de l'Enseignement technique, de la Formation et de l'Insertion professionnelle Taïrou Babiègue et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Prof.

Koffi Akpagana. Des chercheurs du secteur agricole étaient également présents à cette rencontre. La mise en place du SNRAA permettra de faciliter la coordination des activités de recherche agricole au niveau national, de veiller à la mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines et à leur utilisation optimale. Avec ce système, le gouvernement pourra

éviter la duplication des programmes et projets de recherche mais aussi capitaliser les connaissances scientifiques et les acquis de la recherche à travers la concertation et les échanges entre les différentes composantes. La mise en place du SNRAA permettra également de produire et de mettre à disposition des usagers des outils et des informations



Des participants à la rencontre

pouvant orienter les décisions de politique agricole nationale. Ce nouveau système vise aussi à contribuer au renforcement des capacités d'action des différentes composantes et à promouvoir la synergie

dans les stratégies et activités de recherche.

Une feuille de route sera mise en place par les chercheurs et permettra de développer le SNRAA.

Félix Tagba

Fonds PISCCA

L'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes au cœur de l'appel à projets

L'ambassade de France au Togo a lancé un appel à projets dans le cadre du Fonds PISCCA (Projets innovants de la société civile et des coalitions d'acteurs). Une dizaine de projets qui s'inscrivent dans la thématique de la promotion de l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes seront subventionnés cette année.

Le Service de coopération et d'action culturelle (Scac) de l'ambassade de France appuie depuis plusieurs années la société civile togolaise à travers le Fonds PISCCA. Les Projets innovants de la société civile et des coalitions d'acteurs ont été mis en place pour lutter contre la pauvreté au Togo. Selon l'ambassade de France, le Fonds PISCCA contribue aussi au « renforcement, à la structuration et à la professionnalisation des organisations issues de

la société civile togolaise, et permet d'accroître leur expérience en tant qu'acteurs de développement et forces de mobilisation et de propositions ». Depuis sa création le Fonds a permis d'accorder des financements à plusieurs organisations. « De 1996 à 2018, 11 enveloppes de crédits déconcentrés/FSD ont été mises en œuvre au Togo pour un total de 9,4 M €. Ces enveloppes ont contribué à satisfaire les besoins des populations vulnérables, à travers

les structures porteuses de projets », précise l'ambassade.

Le Fonds PISCCA vient en aide aux associations en termes de structuration et de spécialisation de leurs champs d'intervention, de renforcement de leur capacité de gestion, d'implication des populations les plus vulnérables dans l'amélioration de leurs conditions socio-économiques. Il vise aussi à renforcer les échanges de connaissances entre les différentes



organisations pour permettre l'émergence de propositions originales. Dans le cadre des Fonds PISCCA, l'ambassade de France va accorder des subventions comprises entre 25 millions et 30 millions FCFA au maximum. Au plus dix projets seront sélectionnés dans le cadre de cet appel d'offres. Le renforcement des capacités de plaidoyer en faveur des droits

des femmes et des jeunes, la protection de l'environnement et la préservation de la biodiversité sont les deux thématiques associées à l'appel. Les organisations ont jusqu'au 26 avril pour envoyer la note conceptuelle succincte de leurs projets pour le compte de la première phase de cet appel à projets.

F.T.

PND

Selom Klassou appelle le secteur bancaire à mettre la main à la poche

Le secteur privé a un grand rôle à jouer pour le financement du Plan national de développement (PND). L'apport de ce secteur pour la mise en œuvre du Plan représente 65%. Pour ce faire les autorités togolaises multiplient des initiatives pour solliciter cet appui important de la part des acteurs du secteur privé. C'est dans ce sens que le chef du gouvernement Selom Klassou a lancé un appel aux acteurs de ce secteur à jouer leur partition pour la réalisation du PND.

Le Centre de formation bancaire du Togo (CFBT) a célébré samedi 30 mars à Lomé ses quarante ans sous le thème : « contribution des banques et établissements financiers dans la trajectoire de l'émergence ». La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités dont le Premier ministre Selom Klassou. Au Togo, des banques

et des établissements financiers contribuent au développement du pays de diverses manières et dans des secteurs différents. Certains parmi eux ont déjà montré leur volonté à accompagner le pays pour la réalisation de son plan de développement. A l'occasion de cet anniversaire du CFBT, les acteurs du secteur privé, sur instruction

de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Togo (APBEF), ont pensé à la création d'un cadre de réflexion et d'échanges sur le PND pour mieux maîtriser les contours du Plan.

Au cours de la rencontre, M.SelomKlassou a appelé le rôle qui incombe au



Selom Klassou

secteur privé dans le financement et la mise en œuvre du Plan national de développement. La contribution de ce

secteur s'élève à 3 004,4 milliards FCFA, soit 65% du montant global du PND. « Le PND s'inscrit résolument dans la transformation structurelle et diversifiée de notre économie, capable de développer l'industrie, d'accroître la part des produits manufacturiers et les services dans le PIB et les exportations en vue de favoriser l'avènement d'une classe moyenne capable de soutenir une demande intérieure viable » a expliqué le Premier ministre togolais.

F.T.

Inclusion financière / Interview avec la secrétaire d'Etat Mazamesso Assih

« On peut commencer par un crédit modeste et parvenir à une entreprise prospère »

Dans une interview exclusive qu'elle vient d'accorder à notre rédaction, la secrétaire d'Etat en charge de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel, Mme Mazamesso Assih fait le bilan des actions qui ont été mises en œuvre par le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) créé par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, dans le cadre des efforts d'inclusion financière au Togo.



Mme Mazamesso Assih

Quel sentiment vous anime quand vous célébrez les cinq ans d'existence du FNFI ?

Une concrétisation de la politique de lutte contre la pauvreté dans notre Pays initiée par le Chef de l'Etat. Une des bénéficiaires de l'inclusion financière que je suis moi-même ne peut que se rejouir du bilan et du cap franchit.

TM: Au départ, il y avait beaucoup de réticences et de doutes. Mais 5 ans après la réalité des chiffres est tout autre. Quel bilan ?

MA: Il faut se remettre dans le contexte, avant la mise en place du FNFI et de son mécanisme de financement, des projets ou programmes en lien avec le secteur de la microfinance qui ont été initiés avec l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF), et des bailleurs. Il y'a eu le Pasnam 1 et le Pasnam 2, qui avaient pour objectif de favoriser l'émergence du secteur de la microfinance. Mais les questions d'accès aux ressources et d'inclusion des populations les plus vulnérables, étaient toujours pendantes. Fort de ce constat, le gouvernement a poussé les réflexions pour trouver un mécanisme permettant de lever les barrières de l'accès au crédit pour tous et surtout des plus vulnérables. Des pays voisins notamment le

Bénin, avaient des mécanismes qui fonctionnaient très bien. Notre pays s'en est inspiré et le résultat a été à la hauteur. La volonté constante et l'implication permanente du Chef de l'Etat qui a fait de la lutte contre la pauvreté dans notre pays une priorité, a énormément contribué à la levée des doutes et est un des grands facteurs de succès.

Près d'un million de bénéficiaires, plus de 1 500 000 crédits, plus de 80 milliards et un taux de remboursement de près de 95% (100% dans certaines zones). Les performances ont été à la hauteur des hommes et femmes qui au quotidien se sont investis dans le combat contre l'exclusion financière.

5 ans durant, quelle a été l'implication véritable de l'Etat, surtout budgétaire, en faveur de l'inclusion financière ?

La contribution de l'Etat a été de premier plan et constante, une disponibilité permanente de tous les acteurs étatiques (autorités administratives, locales et traditionnelles) qui se sont vraiment impliqués aussi bien dans la sensibilisation que le suivi. Le budget mis à disposition par l'Etat Togolais, a été conséquent (près de 30 milliards sur les 5 ans). Les facilitations faites par l'Etat auprès des PTF (BOAD, BAD, PNUD, FKDEA...), ont permis d'avoir accès à

des ressources dans des conditions plus que favorables et de manière diligente pour que le circuit de financement ne souffre d'aucun ralentissement.

Aujourd'hui, les adhésions sont spontanées et massives, il existe tellement de "success stories" autour de ce mécanisme. À combien s'élève, à ce jour, le nombre des bénéficiaires des différents produits du FNFI ?

Les objectifs assignés au FNFI lors de sa création reposaient sur trois axes majeurs. Le premier, la promotion d'offres de produits innovants et adaptés aux personnes exclues du système de financement classique des PSF et autres partenaires ; le second, le renforcement des capacités financières des PSF à travers des lignes de crédits à des conditions bonifiées. Ces deux premiers axes se sont illustrés par la création des produits que vous connaissez (Apsef, Agrisef, Ajsef, etc.), et aussi par la mise à disposition directe de ressources aux PSF, à des conditions plus que favorables. Le poids financier de l'Inclusion financière a été porté par l'Etat. Des « success stories », nous en avons autant que de

» à partager.

Pendant toutes ces années, il y a eu sans doute des exemples de réussite, des anecdotes, des récits poignants...qui vous ont particulièrement marqué... ?

Bien évidemment, il y'en a tellement que nous ne pouvons-nous résigner à en conter une. Mais j'ai été surtout marquée par une bénéficiaire que j'ai rencontré fortuitement à la foire, en 2017. Au détour de la visite des stands lors du lancement officiel de l'édition 2017 de la foire, la jeune secrétaire d'Etat que je suis depuis peu reconnaît un visage qui me semble familier. Ma curiosité me pousse à revenir vers elle après le départ des officiels. Elle me confirme qu'elle est bien bénéficiaire du FNFI depuis 2014, qu'elle a franchi toutes les étapes de financement à commencer par Apsef à 30 000 Frs jusqu'au produit d'accompagnement à 100 000 Frs. Après sa première année de financement, elle a opté pour la transformation au lieu de la production, a investi les bénéfices obtenus dans des emballages pour mieux protéger ses produits, s'est inscrite pour bénéficier d'une formation de la Fao en



Mme Assih, joyeuse, esquissant des pas de danse au milieu de plusieurs femmes bénéficiaires du Fnfii

bénéficiaires, chaque crédit octroyé à un bénéficiaire est une réussite à prime abord pour l'institution. L'ingéniosité et l'implication de chacun d'entre eux, leur a permis de faire des « miracles » que nous nous efforçons de partager notamment à travers une des rubriques de votre journal depuis décembre 2017 (Echos des bénéficiaires). Nous avons 1 million de « Succes stories

transformation alimentaire, a fait sa carte d'opérateur économique et a reçu une invitation pour participer à la foire. Elle n'avait aucun complexe vis à vis des grands exposants malgré son présentoir modeste. Sa détermination et sa fierté étaient vraiment palpables. Au-delà des indicateurs de performances que nous enregistrons, le parcours de cette bénéficiaire venue de la région

des Savanes est plus qu'illustratif du succès de ce mécanisme né de la vision du Chef de l'Etat. Et la suite est étonnante, en allant lui rendre visite le lendemain, pour lui témoigner mon admiration, je découvre qu'une équipe de journalistes étrangers (Réussite de Canal+ il me semble), est en plein tournage d'un reportage avec elle. Comme quoi, on peut commencer par un crédit modeste et parvenir à une entreprise prospère. Ce n'est pas le rêve américain mais le miracle de l'inclusion financière au Togo à travers le FNFI (rires)

Quels ont été les mécanismes d'intervention de ce fonds ? 5 ans après, ces mécanismes changeront-ils ?

- Les mécanismes d'intervention du fonds sont ceux que je vous ai précédemment cités (les deux axes stratégiques). Ils n'ont pas vocation à changer, mais nous travaillons au quotidien à les améliorer avec l'aide de tous les intervenants. L'axe 3 stratégique qui est le mécanisme de fonds de garantie de financement des PSF et de facilitation de refinancement entre les banques

- le Produit Refinancement dont la convention entre le FNFI, Orabank et les PSF a été signée le 23 mars 2019, lors de la cérémonie de lancement de nouveaux produits que le chef de l'Etat nous a fait l'honneur de présider personnellement.

Vous venez de lancer à l'occasion de cet anniversaire de nouveaux produits de financements. Quels sont les critères pour y être élu, de quels arguments disposez-vous à l'étape actuelle pour susciter beaucoup d'adhésion autour de ces nouveaux produits ?

Le 5e anniversaire du FNFI a été l'occasion de faire le bilan des premières années d'intervention et de capitaliser sur les résultats obtenus pour mieux ajuster les perspectives aux nouveaux défis de l'inclusion financière.

L'ambitieux PND que notre pays vient de lancer officiellement consacre son Axe 3 à la favorisation de tous les mécanismes d'inclusion. Aussi le Secrétariat d'Etat qui s'inscrit pleinement dans ce volet jouera pleinement le rôle qui lui est dévolu à savoir favoriser l'inclusion financière et accompagner à l'émergence des acteurs du secteur informel.

Le Produit d'accès à la formalisation (Paf), permettra aux bénéficiaires déjà existants de renforcer leur capacité financière, pour répondre aux exigences d'accroissement de leurs activités, aux jeunes entrepreneurs qui ont des besoins plus conséquents pour démarrer leur activité, de trouver des solutions adaptées. Une des premières conditions pour être éligible est de formaliser son activité (carte d'opérateur économique, enregistrement fiscal, etc.). Ensuite

il faut, comme tous les autres financements, être porteur d'un projet ou d'une activité génératrice de revenu.

Le Produit de refinancement (PR) est destiné aux partenaires financiers qui nous accompagnent depuis le début dans la lutte contre l'exclusion financière. Issu d'un partenariat avec Orabank, il va permettre aux PSF d'avoir accès à des ressources à des conditions plus que favorables, leur permettant de faire des crédits adaptés à la cible autre que celle du FNFI. Ce partenariat avec la banque permet de mettre à disposition des PSF partenaires une ligne de financement permanente de 5 milliards, grâce à un cautionnement d'1 milliard porté par le FNFI. Les microfinances, qui durant les 5 années écoulées se sont impliquées sans limite aux cotés de l'Etat pour l'inclusion financière, vont pouvoir bénéficier en priorité de ce fonds de facilitation qui leur permettra de répondre à l'accroissement de la demande dans leur zone d'intervention.

Nous avons aujourd'hui assez de recul pour identifier au mieux les besoins de notre cible et nous adapter au mieux à leur besoin. Je ne doute pas un seul instant de l'adhésion des bénéficiaires autour de ces produits. Pour le Paf, les membres de la Febesef, ont grandement contribué à son élaboration. Cela peut paraître incongru, mais la fédération des bénéficiaires est la mieux placée pour nous aiguiller dans la conception des produits. Elles ont été même en premier plan en exprimant le besoin. Les équipes du FNFI ont travaillé pour leur apporter un produit correspondant. Le Produit de refinancement) a été salué par les partenaires lors de la présentation qui leur a été faite avant le lancement. Il répond à une des préoccupations qu'ils ont émises depuis 2016 déjà, la problématique des ressources pour maintenir l'accompagnement des bénéficiaires de l'inclusion financière.

Quels sont les mécanismes d'accompagnement et de suivi pour une utilisation rationnelle des fonds et pour vous assurer un retour sur investissement, pour s'assurer donc que des remboursements se fassent sans difficultés ?

Il est vrai que la qualité de notre portefeuille est dépendante du suivi et de l'accompagnement qui est fait, tant auprès des bénéficiaires que des PSF partenaires. Depuis la mise en place du Secrétariat d'Etat, nous avons misé sur la Febesef, la fédération des bénéficiaires de services financiers mis en place en 2015, en renforçant leurs capacités organisationnelles et leurs aptitudes de formation pour un meilleur accompagnement des bénéficiaires. Aussi, leur fonctionnement



Mme Assih lors d'une activité gouvernementale

décentralisé, couplé aux formations de leurs représentantes, leur a donné la capacité d'être à même d'accompagner dans les préfectures, cantons et villages, la cible en matière d'éducation financière et de gestion entrepreneuriale. Elles ont institué des rencontres périodiques (mensuelles et trimestrielles), pour partager leurs difficultés et approches de solutions. Nous les appuyons par la mise à disposition d'experts en fonction des thématiques sur lesquelles elles nous sollicitent. Qui mieux qu'un bénéficiaire pour partager avec un autre ses astuces de réussite. Nous avons remarqué que les zones qui affichent les meilleures performances sont celles où l'on a constaté une régularité dans les rencontres. Concernant les PSF, nous avons renforcé la périodicité du suivi et de compensation des comptes qui est devenu trimestriel, nous avons également renforcé notre système d'audit externe et augmenté le nombre de contrôles réalisés annuellement. Pour finir, nous avons également misé sur le renforcement des équipes en recrutant au total 9 jeunes collaborateurs au cours de l'année 2018, ayant une forte expérience dans le secteur de la microfinance. Loin d'être une surveillance soutenue, ce sont des mécanismes qui permettent une Gestion Axée sur les Résultats, tant auprès des collaborateurs que des partenaires qui permettent de maintenir le cap des performances.

Comment réglez-vous les cas des mauvais débiteurs ? Comment cela est-il perçu ?

La problématique des mauvais débiteurs est intrinsèquement liée à l'activité de crédits et n'est pas propre au FNFI. Les bailleurs, les banques, les microfinances connaissent cette difficulté avant l'avènement du FNFI. Un problème de remboursement peut avoir des origines diverses (de la mauvaise approche de son activité

à la mauvaise foi, en passant par une mauvaise gestion de son activité et le contexte économique, etc.). Loin d'être une fatalité et eu égard à la fragilité économique de notre cible de base, nous nous efforçons de les accompagner en amont du financement par les formations qui précèdent l'obtention des crédits et en aval par les sensibilisations et les renforcements en éducation financière déjà évoqués. Mais nous sommes globalement satisfaits puisque finalement, les performances de remboursements que nous affichons sont nettement au-delà de celles des banques.

En ce qui concerne le produit Accompagnement à la formalisation, qu'est-ce qui peut motiver quelqu'un pour y souscrire ?

Le Paf est le produit par excellence pour permettre une transition sur mesure pour tous les bénéficiaires qui ont été inclus financièrement et qui ont pu mettre en place une activité à fort potentialité de développement. Mais c'est aussi le produit qui permet de concrétiser son parcours entrepreneurial. Souvent on exerce une activité mais on ne bénéficie pas des dispositions offertes ou encore on s'autolimité les opportunités parce qu'on ne franchit pas le cap de la formalisation. Les raisons sont parfois purement financières ou culturelles. Aujourd'hui ce produit offre la possibilité à tous les acteurs qui exercent déjà une activité génératrice de revenu de passer à l'échelle ENTREPRISE. Cela s'adresse aussi bien aux commerçantes, agriculteurs, artisans, coiffeurs (ses), jeunes ou non, les domaines d'activités ne sont pas limités. J'invite donc tout togolais qui souhaite bénéficier d'un financement pouvant aller jusqu'à 500 000 Frs CFA, à se rapprocher d'un des PSF partenaires ou à...

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Devinette :

Un chasseur tire un oiseau parmi les onze dans un arbre.
 Combien en reste-t-il?

Fadaises

Mes gars, aidez moi à gagner la grande villa de mon propriétaire...
 J'ai enceinté sa fille et il m'a donné une chambre juste à côté de la villa.
 A votre avis, si j'enceintais ma belle-mère, ne va-t-il pas me donner la villa ?

Pensée du jour

Dans ce monde, les gens vont toujours jeter des pierres sur le chemin de votre réussite. Cela dépend de ce que vous faites d'eux : un mur ou un pont.

Les défis rendent la vie intéressante ; les surmonter rend la vie utile.

Il n'y a pas de joie dans la victoire sans risque de défaite.

Un chemin sans obstacles ne mène nulle part.

Citations du jour

" L'accoutumance ainsi nous rend tout familier;
 Ce qui nous paraissait terrible et singulier
 S'apprivoise avec notre vue (...)" **LA FONTAINE, Fables, IV, 10**

" La jeunesse change ses goûts par l'ardeur du sang, et la vieillesse conserve les siens par l'accoutumance ". **LA ROCHEFOUCAULD, Maximes, 109**

" Dans (...) mon accoutumance à la voir malade, je ne contenais en moi qu'à l'état virtuel le souvenir de ce qu'elle avait été ".
PROUST, À la recherche du temps perdu, t. IX, p. 201

" Il y a certainement une accoutumance au malheur, un endurcissement ou mieux : l'habitude du retrait, certaine faculté de repliement, par quoi les natures non épanouies n'offrent aux coups du sort presque plus de surface sensible ".
GIDE, Journal, 7 nov. 1915

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le **NAUTILUS-FITNESS**: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
 (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA
 (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC.
 Tél: 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Pharmacies de garde de Lomé du 2 au 8 / 04 / 2019

01/04/19 AU 08/04/19	
3E ARRONDISSEMENT	22 21 52 27
BON PASTEUR 38, AV. LIB	22 21 13 67
STE RITA DOULASSAMÉ	22 20 90 16
CHATEAU D'EAU BE	22 21 57 51
BIOVA BD. H. BOIGNY	22 34 50 93
KODJOVIKOPE	22 21 89 90
LIBERATION	22 22 25 25
CAMPUS ADEWI	22 21 56 32
ROBERTSONNYÉKONAKPOÈ	22 22 28 41
ISIS AV. JEAN PAUL II	70 44 83 87
PAIX RÉSIDENCE DU BENIN	22 26 40 91
BAH HEDZANAWÉ	22 26 03 20
ST PIERRE SAGBOVILLE	22 26 19 73
SANTA MADONNA	70 01 03 03
MAWULE BÈ-KPOTA	70 45 91 86
MAËLYS BÈ KPOTA	22 27 60 19
ELI-BERECA ADIDOGOMÉ	99 91 13 42
LA REFERENCE ADIDOGOMÉ	22 51 12 12
BONTE WONYOME	93 95 80 78
BETANIA GLENKOMÉ	96 80 10 11
MILLENAIRE AGOENYIVÉ	22 51 64 31
MATHILDA LOMÉGAN	22 51 15 34
EL SHADAÏ FACE ESTAO	22 51 44 25
NABINE AGOÈ ANOMÉ	93 36 26 26
VOLONTAS DEÏ AVÉDJI	70 42 23 60
VITAFLORE AGOÈ	70 40 22 86
SATIS AGOÈ-LOGOPÉ	70 44 85 17
ST ESPRIT AGOÈ-NYIVÉ	70 40 29 06
ST MICHEL AGOENYIVÉ	22 51 70 22
EXCELLENCE AGOE	22 51 77 87
BAGUIDA BAGUIDA	70 42 47 77
LA FLAMME D'AMOUR	70 45 70 14

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Victoire Biaku

Premier bébé baptisé « Bandit »

L'attente aurait été longue pour ses fans. La diva Victoire Biaku a bien disparu des radars pour nous revenir avec une belle production. Enfin, elle est de retour sur l'arène musicale avec son tout son premier né. Baptisé « Bandit », c'est le tout premier morceau de la Togolaise révélée au public grâce au concours musical international « The Voice Afrique Francophone ».

À la saison 2 de « The Voice Afrique Francophone », Victoire Biaku a séduit tout un continent avec sa suave sublime voix. Cette lauréate dudit concours musical a lancé officiellement sa première chanson « Bandit », le 29 mars dernier.

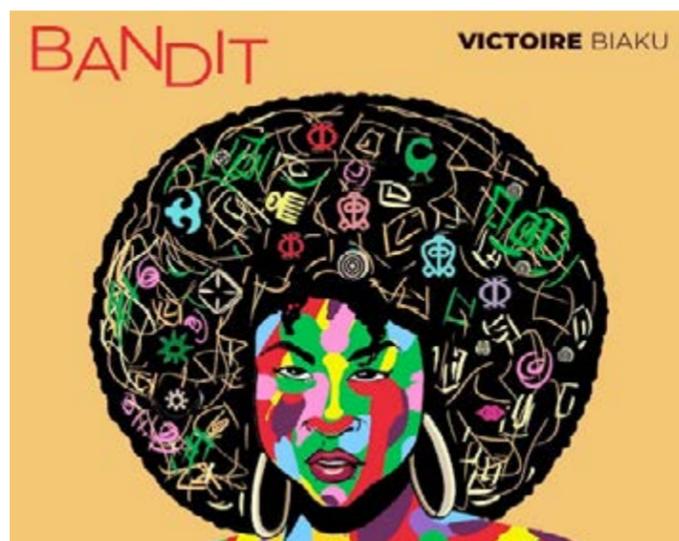
D'après un post de Victoire sur Facebook, ce morceau est composé par l'artiste camerounais Locko. Titree « Bandit », cette composition de Locko sur

laquelle Victoire a posé sa voix, parle de ces beaux hommes, élégants, qui jouent aux « bandits » avec des jeunes filles du quartier.

« T'es un bandit, tu passes ton temps à faire le joli pour toutes les gos. Joli gars, c'est tout un problème. Il te prend la tête, il se prend la tête... Un djo comme toi, tu m'auras pas », voilà un petit de résumé de la chanson.

Le « Bandit » comble-t-

il pour autant ce temps d'absence de la gagnante du concours de la plus belle voix d'Afrique « The Voice Afrique Francophone saison 2 » ? A priori sur un rythme dance soul, Victoire semble dire non au jeu de « grand séducteur » des jolis mecs. Pourquoi avoir évoqué une telle thématique dans sa chanson ? Avec ce premier projet, doit-on s'attendre à l'avenir à des morceaux « Freestyle



Une photo illustrative de son premier projet Bandit

» avec la jeune Victoire Biaku ?

Ce premier projet de la Voix du Togo, Victoire Biaku, fait d'elle d'ores et déjà une voix montante de la musique togolaise. Victoire Biaku a été

élevé au rang d'officier de l'ordre national du mérite pour avoir représenté valablement le Togo lors de « The Voice Afrique Francophone, saison 2 ».

Nadia Edodji

Kundé d'or 2019

Le Tandem « Toofan » nominé

Ce n'est pas une surprise de voir les fils du vent encore une fois nominés. Ils vont participer au festival musical burkinabè « Kundé ». Le groupe « Toofan » est donc nominé au « Kundé d'or dans la catégorie « Meilleurs de l'Afrique de l'ouest » aux côtés d'autres chanteurs à l'instar Kerozen (Côte d'Ivoire), Soul Bang's (Guinée).



Les Toofan

Prévu le 26 avril prochain, le festival « Kundé » va rassembler

des mélomanes et des professionnels du show-biz burkinabè et

d'ailleurs dans la capitale burkinabè, Ouagadougou. Pour cette édition, les

organisateur ont reçu au total 434 dont 168 clips, 63 d'albums de musique religieuse, 05 œuvres de musique traditionnelles pour ne citer que celles-là. Par ailleurs, la bataille s'annonce rude dans la catégorie des meilleurs de l'Afrique de l'ouest et de l'Afrique centrale.

Les challengers du « Kundé » (auteurs de plus d'un album pour prétendre au Kundé d'Or) sont au nombre de 54 (40 Hommes et 14 Femmes). La nomination du tandem « Toofan » est la première pour le compte de l'année 2019. En 2018, le duo Master Just et Barabas a raflé des trophées au cours des événements musicaux de grande envergure tels que « African Muzik Magazine Awards & Music Festival

(Afrimma 2018) » aux Etats-Unis. Ce groupe le plus chaud de l'Afrique de l'Ouest, « Toofan » a été également sacré « Le meilleur Groupe africain » au festival « All Africa Music Awards (Afrima 2018) », au Ghana.

Toofan est le groupe africain qui reste constant au niveau de la musique urbaine depuis des années. Justement, le tandem togolais est attendu par ailleurs le 28 avril prochain sur le sol de la Guinée Conakry pour le « Grand concert de l'intégration » dans le cadre la 13ème édition du Festival « Stars de l'intégration culturelle africaine (SICA) qui se tiendra du 22 au 28 avril 2019.

N.E.

Lire

Un printemps à Pétersbourg de Fiodor Dostoïevski. Ed Beq, collection À tous les vents. Pp 8-10

« ...Cependant, tout en se préparant pour la nouvelle route, il faut se retourner et jeter un regard sur l'ancienne, sur le passé, et au moins dire adieu à quelque chose, regarder ce que nous avons fait, ce qui nous est particulièrement cher. Voyons donc, lecteur bienveillant, ce qui vous a été particulièrement cher

? Je dis bienveillant parce qu'à votre place depuis longtemps j'eusse renoncé à lire des feuilletons, et celui-ci en particulier. Je l'eusse fait encore par cette raison que pour moi, et sans doute pour vous aussi, rien n'est cher dans le passé. Nous ressemblons tous à des ouvriers chargés d'un fardeau qu'ils se sont mis bénévolement sur les épaules et qui seront très heureux si, d'une manière convenable, à l'européenne, ils le portent au moins jusqu'à la saison d'été. Quelles tâches ne nous imposons-nous

pas ainsi, par esprit d'imitation ! Ainsi, j'ai connu un monsieur, qui ne pouvait se résoudre à porter ni des galoches ni la pelisse, malgré la boue ou le froid. Ce monsieur avait un pardessus, bien pris à la taille, qui lui donnait un chic si parisien qu'il ne pouvait se résigner à endosser une pelisse, pas plus qu'à déformer ses pantalons par les galoches. Il est vrai que tout l'européanisme de ce monsieur se réduisait à un complet bien fait ; et c'est pourquoi il aimait la civilisation de l'Europe. Mais il tomba victime de son

sentiment, après avoir recommandé qu'on l'ensevelisse dans son plus beau pantalon. On commençait à vendre dans les rues des alouettes rôties, quand on l'enterra. Chez nous, par exemple, il y avait un splendide opéra italien ; on ne peut pas dire que l'année prochaine ce sera mieux, mais ce sera encore plus riche. Je ne sais pas pourquoi, mais il me semble toujours que nous avons l'opéra italien, pour le bon ton, comme par devoir. Nous n'avons pas bâillé (il me semble cependant qu'on a bâillé un peu), mais nous

nous sommes conduits si convenablement, si posément, nous avons discuté avec tant d'intelligence, sans imposer aux autres notre enthousiasme, qu'il semblait bien que nous nous ennuyions. Loin de moi l'idée de blâmer notre savoir-vivre mondain. L'opéra, sous ce rapport, a été très utile au public en le divisant naturellement en mélomanes, en enthousiastes et en simples amateurs. Les uns sont allés en haut où, à cause de cela, il s'est mis à faire si chaud qu'on s'y serait cru en Italie... »

Mois de l'écocitoyenneté / Entretien avec Aymane Gbadamassi « Nous proposons d'utiliser les heures creuses pour des cours d'éco-civisme »

L'éducation environnementale se révèle comme la voie royale vers l'émergence de citoyens éco-responsables et dotés d'un sens civique élevé. C'est ce à quoi s'attèle le Mois de l'écocitoyenneté (MEC) dont le promoteur, M. Aymane Gbadamassi, se prononce dans les colonnes de Togo Matin cette semaine.



Aymane Gbadamassi (au milieu)

Togo Matin : Qu'est-ce que le mois de l'écocitoyenneté et comment se déroule-t-il ?

Aymane Gbadamassi : Le mois de l'écocitoyenneté que nous appelons communément « MEC » est un programme de sensibilisation environnementale dans les établissements scolaires. Il s'agit principalement d'éduquer l'apprenant sur les notions de protection de l'environnement, notamment sur la gestion des déchets plastiques. Le programme est subdivisé en quatre phases essentielles dont la première constitue la phase d'échanges, où nous faisons intervenir des experts pour des conférences et forums dans les écoles, appuyés par des projections de films environnementaux et une compétition inter-école sur l'établissement le plus éco-responsable avec des critères de sélection et un jury bien établi. La phase 2 est consacrée à la remise de prix. A la phase 3, nous équipons les établissements d'outils nécessaires pour une meilleure gestion de leurs déchets et la phase 4 est celle de suivi du programme. Nous avons débuté le 15 mars 2018 avec sept écoles : le lycée de Tokoin 1 ; le lycée d'Ablogamé ; le lycée de Kodjoviakopé ; le lycée d'Agoè ; le lycée de Klikamé ; le lycée de Djidjole

; le Collège d'enseignement général (CEG) Attikpa Kagounou. Actuellement nous en sommes à la phase 2, au cours de laquelle aura lieu la remise de prix. La reprise de la phase 1 pour de nouveaux établissements va débuter à la rentrée scolaire prochaine.

Qu'est ce qui a motivé l'initiation de ce programme de sensibilisation au niveau des écoles ?

A.G : Sans parler du nombre de personnes qu'on peut atteindre directement, l'avenir repose sur la jeunesse et une grande partie de cette jeunesse se retrouve dans nos écoles. C'est là-bas qu'il faut lui inculquer de bonnes valeurs pour qu'elle puisse accoucher de bons citoyens pour demain. Lorsque nous sensibilisons les élèves, indirectement c'est aussi les parents d'élèves et d'autres couches de la population que nous sensibilisons puisque nos apprenants sont les plus grands créateurs de l'effet papillon.

Depuis le début du mois de l'écocitoyenneté, voyez-vous vraiment des changements de comportements ?

A.G : Bien sûr que nous voyons des changements. Déjà autour de l'équipe et des partenaires qui nous accompagnent, les gens ont beaucoup changé et

sont devenus beaucoup plus protecteurs de la nature. Les écoles ont fait beaucoup d'efforts pour se conformer aux normes quand elles ont su qu'on allait venir visiter leurs locaux dans le cadre de la compétition en cours. Ensuite, les experts au cours du programme ont levé le voile sur certaines de leurs inquiétudes, ce qui a permis une prise de conscience. Et puisque le programme n'a pas de fin en soi, elles sont toujours sur leur garde et prennent pour la plupart des précautions dans le but de mieux gérer leurs déchets surtout plastiques. Il est vrai que dans un premier temps, c'est peut-être par contrainte mais comme le dit un adage, « qui goutte prend goût ».

Que proposez-vous aux acteurs de l'éducation en ce qui concerne l'éducation au civisme et à la citoyenneté ?

A.G : Du Collège au Lycée, les élèves ont parfois des heures creuses ou heures libres, pourquoi ne pas transformer ces heures en cours d'éco-civisme ? Un enseignant pourrait se rendre dans une classe qui n'est pas forcément la sienne pour échanger avec les élèves. Il faut aussi joindre la théorie à la pratique. C'est la raison pour laquelle Le MEC en phase 3 se charge d'équiper les écoles d'éco-

poubelles et d'installer des clubs et polices d'environnement dans tous les établissements touchés par le programme afin de véritablement impliquer les élèves dans le processus. Ce ne sera pas mauvais si certaines écoles répliquent ces initiatives chez elles.

Dans le gouvernement Klassou 2, il y a un ministère en charge de l'Éducation au civisme et à la citoyenneté. Que vous inspire la prise de cette mesure ?

A.G : C'est une bonne chose, cela suppose que nos cris de cœur ne sont pas rentrés dans des oreilles de sourds et que le chef de l'Etat prend en considération cette fameuse situation que le monde vit aujourd'hui. Reste à voir maintenant les actions que pourra bien mener cette nouvelle institution. Poursuivant le même objectif, nous serons heureux de collaborer avec les services de ce ministère.

En dehors des écoles, ne pensez-vous pas qu'il faudra aussi s'intéresser au reste de la population ?

A.G : Je suis d'accord avec vous. Nos actions doivent être générales puisque que toutes les couches de la population sont concernées. C'est comme un corps humain, quand une partie est malade, tout le corps est malade. Je me rappelle qu'au WEEK-ECO 2018 (semaine des écolos) à Kpalimé, organisé par l'association Ecolotrip, nous avons initié avec un petit groupe un projet à cet effet dénommé TWP (Town Without Plastic Pollution). Nous espérons vivement que cette initiative aboutisse afin que toutes les couches de la population soient directement et véritablement impliquées.

Récemment les autorités ont décidé d'instituer des amendes contre ceux qui polluent l'environnement. Pensez-vous que cette mesure sera efficace ?

A.G : Je salue l'initiative mais je ne pense pas qu'elle puisse être efficace, du moins pas pour le moment. Dans un premier temps, les sommes sont colossales. La cause est noble mais avant de faire des omelettes, il faut casser des œufs. Je pars donc du principe qu'il faut franchir une étape avant d'aller à une autre. Avant de dire aux gens

de ne pas jeter des déchets n'importe où, il faudrait au préalable s'assurer qu'il y ait des poubelles un peu partout, ou bien, avant d'amender quelqu'un parce qu'il a déféqué sur une place publique, posons-nous la question de savoir s'il y avait aux alentours des WC publics installés.

A cette heure, ces mesures ne feront que remplir nos prisons qui sont déjà trop remplies. Moi à leur place, je crée d'abord une commission dans chaque commune et j'organise des séances de sensibilisation avec des Chefs quartier et CDQ (Comité de développement de quartier). Les gens peuvent changer quand on leur explique vraiment certaines choses. Cela me permet de récupérer des données et de traiter le problème en fonction de chaque localité. Je crée ensuite une autre commission composée d'experts et membres CDQ pour analyser les données et trouver des solutions aux problèmes et je sors maintenant la mesure des amendes avec une petite brigade d'environnement autour avec des policiers formés dans ce cadre et un numéro vert qu'on peut appeler au cas où. Cela va faire que l'information sera accessible à tous, diminuer le nombre de récidivistes parce que dans certains cas, les gens n'ont pas de choix, et faire des frais en moins puisqu'un prisonnier, c'est aussi une charge pour l'Etat.

Quel est le thème et la particularité du mois de l'écocitoyenneté de cette année ?

A.G : Le thème reste inchangé : « la gestion des déchets plastiques » puisqu'il s'agit d'un programme identique qu'on veut initier dans toutes les écoles du Togo afin de faire une meilleure évaluation. Toutefois la particularité de ce nouvel épisode est surtout l'implication de nouveaux acteurs socio-écologistes et la possibilité aux élèves de faire gagner leurs établissements en participant aux votes.

Votre mot de la fin ?

A.G : Merci à vous Togo matin de nous avoir ouvert vos colonnes ainsi qu'à tous nos autres partenaires.

Propos recueillis par Edem Dadzie

Saison sèche

Et cette chaleur insupportable qui ne finit pas !

La saison sèche qui a commencé il y a plusieurs semaines se poursuit au Togo. Dans la capitale Lomé, les températures sont à leur maximum. L'on est au-delà de 30°C dans la journée.

Déjà à 10h, le soleil brille suffisamment à faire fondre. Difficile de ne pas chercher de l'ombre partout et à tout moment, tellement l'intensité des rayons est insupportable. La conséquence est l'augmentation constante de la température tant pendant la journée que la nuit. Que ce soit à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments, c'est le recours

constant au ventilateur et à la climatisation ou la recherche d'un courant d'air frais.

Il est vrai que les Togolais ont toujours connu la chaleur à cette période précise de l'année où le pays vit la saison sèche. Toutefois depuis quelques années, un constat est fait : la période de chaleur est devenue plus longue et plus rude. Beaucoup de

nos compatriotes n'arrivent plus à passer du temps dans leurs logements. Ces derniers restent dehors pendant des heures le soir, le temps que la chaleur baisse suffisamment. Ils n'hésitent pas à parler des changements climatiques. Même les profanes en sont convaincus. L'élévation globale de la température, les bouleversements au niveau des saisons, les

événements extrêmes (chaleur, sécheresse etc...) sont en effet quelques impacts d'un climat changeant.

Il n'est donc pas surprenant qu'au moment où cette thématique préoccupe le monde entier, les Togolais en vivent les manifestations. Les Togolais n'ont d'autres choix que de s'adapter, parce que ces événements pourraient s'accroître à l'avenir. Au-delà des ventilateurs et

climatiseurs, l'adaptation passera par d'autres façons de concevoir les bâtiments afin qu'elles ne gardent pas la chaleur.

La création d'espaces verts et autres espaces aérés est devenue indispensable. En la matière, les architectes et urbanistes sont interpellés. Ceux qui sont formés à l'Ecole africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (Eamau) basée à Lomé, doivent désormais concrétiser leurs mémoires et autres documents contenant des idées géniales.

Edem Dadzie

Inclusion financière / Interview avec la secrétaire d'Etat Mazamesso Assih

Suite de la page 7

...contacter le numéro vert du FNFI 80 00 00 12.

Ses bénéficiaires seront-ils exemptés d'impôts pendant une période, des mesures incitatives qui seront prises à leur endroit?

Des efforts ont été faits par le gouvernement en faveur de l'entrepreneuriat, notamment les facilitations mises en place pour la création d'entreprises ou encore la nouvelle loi fiscale qui est encourageante pour les nouveaux entrepreneurs. Il va de soi que nous allons capitaliser ces avancées pour accompagner notre cible. Bien évidemment, exonération d'impôts comme prévu par la loi fiscale, mais également accompagnement pour bénéficier des facilités pour les créations d'entreprises. Le secrétariat d'Etat avait déjà des programmes communs avec le CFE pour favoriser la création d'entreprise aux acteurs du secteur informel via la Dosi qui a permis de formaliser des « Zemidjans », dans sa phase pilote. Nous avons déjà rencontré les services fiscaux pour asseoir des réflexions pour accompagner efficacement toutes les personnes qui vont s'inscrire dans cette dynamique pour que cela ne soit pas perçu comme une lourdeur pour eux. Notre rôle avant tout c'est de leur faciliter l'intégration dans tous les dispositifs mis en place par l'Etat Togolais à leur profit. C'est aussi cela l'Axe 3 du PND.

Comment voyez-vous

le FNFI dans les cinq prochaines années ?

- Le FNFI a entamé son processus d'autonomisation au cours de l'année 2018 qui s'est concrétisé en début d'année 2019 par l'autonomie financière. Ce qui a justement permis la mise en place du partenariat avec la banque Orabank. Le FNFI n'a pas vocation à se substituer aux fonds de financements classiques, mais est plus un mécanisme catalyseur des efforts qui sont faits par le gouvernement togolais pour accompagner les populations vulnérables. Nos produits sont conçus sur des cycles assez courts, justement pour assurer notre rôle d'éducation et de facilitateur pour ces hommes et femmes togolais qui sont aujourd'hui en marge du système financier au sens large. La première mission assignée est relevée et en bonne voie de poursuite. Les 5 prochaines années vont être consacrées à :

- Mettre en place des mécanismes de facilitation entre les banques et les IMF

- Tendre vers une qualité plus accrue de ses interventions pour accompagner efficacement la croissance de la demande sur le marché de la microfinance, induite par ses premiers résultats.

- Accompagner à l'assainissement du secteur par la diffusion des « best practices »

- Etre un vecteur accru pour l'atteinte des résultats tels que définis dans l'axe 3 du PND

- Contribuer à œuvrer

pour l'autonomisation des populations les plus vulnérables et la création d'emplois

- Etre force de proposition aux côtés de sa tutelle pour impacter davantage positivement le secteur de la microfinance

Un mot à l'endroit de vos partenaires et de vos bénéficiaires ?

A l'endroit de tous les partenaires bailleurs, nos remerciements pour leur soutien qui a permis de faire prendre corps à cette vision du chef de l'Etat et qui a contribué à ce jour à l'épanouissement économique et financier de près d'1 million de togolais. Aux PSF, nos remerciements pour leurs efforts constants aux côtés des bénéficiaires que nous sommes durant ces 5 années. Nous avons relevé des défis ensemble et nous parviendrons à relever les nouveaux qui se présenteront à nous.

Aux bénéficiaires que nous sommes, parce que pour moi les bénéficiaires de l'inclusion financière sont multiples. Des bénéficiaires du crédit, à la microfinance en passant par les collaborateurs du FNFI et même la Secrétaire d'Etat que je suis aujourd'hui, nous sommes tous les premiers bénéficiaires de cette volonté du gouvernement togolais de lutter efficacement et sans relâche contre toutes les formes d'exclusion. A nous les bénéficiaires, toute mon admiration à l'égard de ces braves femmes qui ont réussi les miracles devant



Le pdt Faure recevant des insignes décoratifs des femmes de la FESEF

lesquels nous nous extasions aujourd'hui, leur abnégation, leur détermination à entretenir ce précieux outil qui a été mis en place pour eux, est à saluer. Je les encourage à poursuivre leurs efforts en ce sens. Aux collaborateurs du FNFI et des PSF, je vous encourage à garder constamment dans nos priorités d'intervention la recherche du mieux-être de nos concitoyens les plus vulnérables, ils sont le maillon essentiel du développement de notre pays et des bons résultats que nous affichons.

Pour le nouveau partenaire Orabank, les remerciements

appuyés du gouvernement togolais, au directeur général et à son équipe pour son accompagnement non négligeable. Tout sera mis en œuvre pour que les engagements soient tenus de part et d'autres.

Pour les futurs partenaires, l'inclusion financière au Togo est une réalité. Une coalition pour la lutte contre la pauvreté. L'axe 3 du PND y trouve tout son fondement. Ils sont les bienvenus pour participer, à nos côtés, à cette noble cause.

Interview réalisée par la rédaction

BOA *Express*

**TRANSFERT D'ARGENT
RAPIDE ET SÉCURISÉ**



• Bénin • Burkina Faso • Côte d'Ivoire • Mali • Niger • Sénégal • Togo

BOA *Express*



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

